

Cacophonie à tous les étages

RD Congo Le pouvoir peine à parler d'une seule voix, tandis que ses voisins se font de plus en plus insistants.

Ce mardi, nouvelle journée de surchauffe politique en République démocratique du Congo. En cause, une interview accordée à RFI par le président du Sénat, Léon Kengo Wadondo. Numéro deux de l'Etat, membre de la plateforme de la majorité politique qui soutient la candidature à la présidence d'Emmanuel Shadary Ramazani, désigné par le président hors mandat Joseph Kabila comme son dauphin, Kengo a affirmé que Moïse Katumbi devait pouvoir rentrer pour être candidat à la présidentielle et que la candidature de Bemba ne devait pas être invalidée.

Or, jusqu'ici, le pouvoir en place a tout fait pour empê-

cher Moïse Katumbi, ex-gouverneur du Katanga en exil forcé faisant suite à une condamnation en première instance à trois ans de prison dans un dossier de spoliation immobilière. Pour Kengo, ce dossier est un "*dossier politique*" et d'ajouter que Katumbi devrait demander une mesure de grâce au président Kabila pour pouvoir rentrer au pays. Une sortie médiatique en forme de bombe pour le clan Kabila qui ne veut pas entendre parler d'un retour de Katumbi... sauf en prison.

Pourtant, jour après jour, coup de fil après coup de fil, la pression s'intensifie dans toute l'Afrique australe pour que Katumbi puisse rentrer et se présenter. Sans lui sur la ligne de départ, la course sera biaisée et la stabilité de la RDC via ce scrutin impossible à assurer. Les neuf pays voisins, mais aussi l'Afrique du Sud ou le Botswana mettent la pression sur Kinshasa qui joue la sourde oreille feignant de se diriger vers un scrutin en refusant l'aide internationale alors que ses caisses sont vides.

H. Le.